



Chapitre A-26

LOI SUR L'ASSURANCE-DÉPÔTS

SECTION I

DÉFINITIONS

Interprétation: **1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte ne s'y oppose, les expressions suivantes signifient:

- « Régie »; a) « Régie »: la Régie de l'assurance-dépôts du Québec;
- « banque »; b) « banque »: une banque à laquelle s'applique la Loi sur les banques (Statuts du Canada) ou la Loi sur les banques d'épargne de Québec (Statuts du Canada);
- « permis »; c) « permis »: un permis délivré en vertu de la présente loi;
- « institution »; d) « institution »: une corporation autre qu'une banque;
- « institution inscrite »; e) « institution inscrite »: une institution qui détient un permis en vigueur;
- « compagnie de fidéicommiss »; f) « compagnie de fidéicommiss »: une compagnie de fidéicommiss au sens de la Loi sur les compagnies de fidéicommiss (chapitre C-41);
- « caisse d'épargne et de crédit »; g) « caisse d'épargne et de crédit »: une caisse d'épargne et de crédit régie par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (chapitre C-4);
- « règlements »; h) « règlements »: les règlements adoptés par la Régie et approuvés par le gouvernement;
- « régime équivalent ». i) « régime équivalent »: toute loi qui accorde aux déposants une protection similaire à celle que prévoit la présente loi.

1966-67, c. 73, a. 1; 1968, c. 71, a. 1.

SECTION II

RÉGIE DE L'ASSURANCE-DÉPÔTS DU QUÉBEC

Constitution. Nom. **2.** Un organisme est constitué sous le nom de « Régie de l'assurance-dépôts du Québec ».

1966-67, c. 73, a. 2; 1977, c. 5, a. 14.

- Siège social. **3.** Le siège social de la Régie est dans la ville de Québec ou dans le voisinage immédiat.
1966-67, c. 73, a. 3.
- Corporation. **4.** La Régie est une corporation au sens du Code civil et elle en a les pouvoirs généraux conciliables avec la présente loi, en outre des pouvoirs spéciaux que celle-ci lui confère.
1966-67, c. 73, a. 4.
- Agent de la couronne.
Propriété. **5.** La Régie est un agent de la couronne du chef du Québec. Les biens meubles et immeubles en la possession de la Régie sont la propriété de la couronne du chef du Québec.
1966-67, c. 73, a. 5.
- Administration. **6.** La Régie est administrée par un conseil d'administration formé du directeur-général de la Régie et de cinq autres membres, tous nommés par le gouvernement; celui-ci fixe le traitement du directeur-général de même que, s'il y a lieu, le traitement additionnel, les honoraires ou les allocations des autres membres du conseil.
- Fonctionnaires. De ces cinq membres, trois sont choisis parmi les fonctionnaires du gouvernement ou d'un agent de la couronne du chef du Québec.
1966-67, c. 73, a. 6.
- Membres adjoints. **7.** Le conseil d'administration de la Régie peut également comprendre des membres adjoints qui y siègent sans droit de vote; ils sont nommés par le gouvernement qui fixe leurs honoraires.
1966-67, c. 73, a. 7.
- Président. **8.** Le directeur-général de la Régie est président du conseil d'administration.
1966-67, c. 73, a. 8.
- Remplacement temporaire. **9.** Au cas d'incapacité temporaire du directeur-général, il est remplacé par le vice-président ou, s'il n'y a pas de vice-président, par une personne nommée temporairement à cette fin par le gouvernement.
1966-67, c. 73, a. 9.
- Expiration de mandat. **10.** Chacun des membres du conseil d'administration, y compris

le directeur-général, demeure en fonction après l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé de nouveau.

1966-67, c. 73, a. 10.

Vacances. **11.** Toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre du conseil d'administration est comblée pour la durée non écoulée des fonctions du membre à remplacer.

1966-67, c. 73, a. 11.

Responsabilité du directeur-général. **12.** Le directeur-général de la Régie est responsable de l'administration de celle-ci dans le cadre des règlements.

1966-67, c. 73, a. 12.

Fonctionnaires et employés. **13.** Les fonctionnaires et employés de la Régie sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique.

Pouvoirs. Cependant, le directeur-général de la Régie exerce à ce sujet les pouvoirs que cette loi attribue au sous-chef d'un ministère.

1966-67, c. 73, a. 13.

Immunité. **14.** Le directeur-général et les autres membres du conseil d'administration de la Régie, de même que ses fonctionnaires et employés, ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

1966-67, c. 73, a. 14.

Recours prohibés. **15.** Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre la Régie ni contre les membres de son conseil d'administration agissant en leur qualité officielle.

Exception. Les dispositions de l'article 33 du Code de procédure civile ne s'appliquent pas à la Régie.

1966-67, c. 73, a. 15.

Annulation de bref. **16.** Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre des articles 14 ou 15.

1966-67, c. 73, a. 16.

Enquêtes. **17.** Dans l'exercice de ses pouvoirs, la Régie peut, par elle-même,

- un des membres de son conseil d'administration ou une personne qu'elle désigne, enquêter sur toute matière de sa compétence.
- Pouvoirs. A cette fin, la Régie est investie des pouvoirs et immunités de commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête.
- Accès. La Régie ou toute personne qu'elle autorise par écrit a, en tout temps, accès à tous les livres, registres, comptes et autres dossiers de toute personne autre qu'une banque qui sollicite ou accepte des dépôts d'argent du public et elle peut en prendre des copies; toute personne qui a la garde, la possession ou le contrôle de ces livres, registres, comptes, dossiers et autres documents doit en donner communication à la Régie ou à la personne autorisée par elle, et lui en faciliter l'examen.
- 1966-67, c. 73, a. 17.
- Agissements prohibés. **18.** Il est interdit d'entraver un inspecteur ou un enquêteur de la Régie dans l'exercice de ses fonctions, de le tromper ou de tenter de le tromper par des réticences ou par des déclarations fausses ou mensongères, ou de refuser d'obéir à tout ordre qu'il peut donner en vertu de la présente loi ou des règlements.
- Certificat. Cet inspecteur ou enquêteur doit, s'il en est requis, exhiber un certificat attestant sa qualité signé par le directeur-général de la Régie.
- 1966-67, c. 73, a. 18.
- Année financière. **19.** L'année financière de la Régie correspond à l'année de calendrier.
- 1966-67, c. 73, a. 19.
- Rapport. **20.** La Régie doit, avant le 31 mars de chaque année, présenter au ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières un rapport de ses opérations pour l'année précédente. Ce rapport doit contenir tous les renseignements que le gouvernement peut prescrire.
- Dépôt. Ce rapport est immédiatement déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours du début de la session suivante.
- 1966-67, c. 73, a. 20; 1966-1967, c. 72, a. 23; 1968, c. 9, a. 90; 1975, c. 76, a. 11.
- Vérificateur. **21.** Le vérificateur général est le vérificateur des comptes de la Régie et son rapport doit accompagner le rapport annuel de la Régie.
- 1966-67, c. 73, a. 21; 1970, c. 17, a. 102.

Renseignements. **22.** La Régie doit fournir au ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières tout renseignement qu'il requiert sur ses opérations.

1966-67, c. 73, a. 22; 1966-1967, c. 72, a. 23; 1975, c. 76, a. 11.

SECTION III

DES DÉPÔTS D'ARGENT

Sollicitation prohibée. **23.** Nul individu ne peut solliciter des dépôts d'argent du public.

1966-67, c. 73, a. 23.

Sollicitation prohibée. **24.** Nonobstant toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale, nulle institution ne peut solliciter des dépôts d'argent du public ou en recevoir à moins qu'elle ne soit une institution inscrite.

1966-67, c. 73, a. 24.

Dépôts d'argent. **25.** Sont notamment réputés être des dépôts d'argent à moins qu'ils ne soient exclus par règlement:

a) les économies qu'une caisse d'épargne et de crédit reçoit de ses membres dans le but de les faire fructifier et de leur consentir des prêts;

b) les fonds confiés à une compagnie de fidéicommissaires dans le but de les faire placer par elle en sa qualité de fidéicommissaire ou d'agent lorsque cette compagnie a garanti le remboursement de ces fonds ou le paiement d'un intérêt à un taux convenu;

c) les fonds dont la réception donne lieu à la délivrance par le dépositaire d'un document dont le texte indique ou laisse croire que les fonds ont été confiés en dépôt;

d) les fonds remis à un dépositaire avec l'entente que le déposant aura le privilège de les retirer en argent ou d'en disposer par chèque, virement ou autrement en sa faveur ou en faveur de tiers.

1966-67, c. 73, a. 25; 1968, c. 71, a. 2.

Dépôts réputés non dépôts d'argent. **26.** Sont réputés ne pas être des dépôts d'argent:
a) les dépôts dont le terme de remboursement est supérieur à celui qui est prescrit par les règlements;

b) les fonds obtenus lors d'une émission de valeurs mobilières enregistrée auprès de la Commission des valeurs mobilières du Québec, à moins que les règlements n'y pourvoient autrement;

c) les sommes payables en vertu d'un contrat d'assurance ou de rente souscrit par une compagnie d'assurance, une société de secours

mutuel ou société charitable autorisées à transiger des affaires au Québec, conformément à la Loi sur les assurances;

d) les billets à ordre ou effets de commerce qui sont payables à demande ou dans les douze mois de leur émission et dont le montant en capital est d'au moins \$50,000.

1966-67, c. 73, a. 26; 1968, c. 71, a. 3; 1974, c. 70, a. 473.

SECTION IV

DES PERMIS

Demande. **27.** 1. Toute institution qui sollicite un permis doit transmettre sa demande à la Régie dans la forme prescrite, accompagnée des documents prévus par les règlements.

Permis. 2. La Régie délivre le permis si l'institution requérante remplit les conditions prescrites par les règlements.

1966-67, c. 73, a. 27.

Limitations. **28.** Un permis ne peut être délivré qu'à une caisse d'épargne et de crédit, une compagnie de fidéicommiss ou une autre institution admissible en vertu des règlements.

1966-67, c. 73, a. 28.

Livres et comptes. **29.** Toute institution inscrite doit tenir les livres et comptes prescrits par les règlements.

1966-67, c. 73, a. 29.

Durée du permis. **30.** Tout permis expire un an après la date de sa délivrance; il peut être renouvelé pour la même durée, aux conditions prescrites par les règlements.

1966-67, c. 73, a. 30.

Suspension ou révocation de permis. **31.** La Régie peut suspendre ou révoquer le permis d'une institution qui:

- a)* a commis une infraction à la présente loi ou aux règlements;
- b)* n'est plus dans les conditions requises pour obtenir son permis;
- c)* est insolvable ou sur le point de le devenir;
- d)* a fait défaut de rembourser à échéance un dépôt d'argent ou de payer à échéance les intérêts dus sur ce dépôt;
- e)* ne reçoit plus de dépôts d'argent du public.

Audition du détenteur. Avant de suspendre ou révoquer un permis, la Régie doit permettre au détenteur de se faire entendre.
1966-67, c. 73, a. 31.

Publicité des décisions. **32.** La Régie doit donner à ses décisions rendues en vertu de l'article 31 la publicité qu'elle juge utile dans l'intérêt public.
1966-67, c. 73, a. 32.

SECTION V

DE LA GARANTIE DE DÉPÔTS D'ARGENT

Garantie. **33.** La Régie garantit à toute personne qui fait un dépôt d'argent à une institution inscrite ou à une banque le paiement de ce dépôt à échéance, en capital et intérêt, mais jusqu'à concurrence seulement d'une somme de \$20,000.

Exception. Cette garantie ne s'applique pas aux dépôts d'argent qui sont faits à l'extérieur du Québec, ni à ceux qui sont payables uniquement à l'extérieur du Québec. Elle ne s'applique pas non plus aux dépôts d'argent qui sont faits ou payables en une autre monnaie que la monnaie canadienne.
1966-67, c. 73, a. 33; 1968, c. 71, a. 4.

Garantie. **34.** La Régie peut, moyennant une prime et aux autres conditions stipulées dans une police qu'elle délivre, garantir le paiement à échéance en capital et intérêts, jusqu'à concurrence d'une somme de \$20,000, de tout dépôt d'argent fait à l'extérieur du Québec à une institution inscrite qui est constituée en vertu d'une loi du Québec, ou à une banque, si celle-ci est autorisée à cette fin par le gouverneur-général en conseil.

Suspension. Toutefois, la suspension du permis d'une institution emporte la suspension de toute police d'assurance qui lui est délivrée en vertu de l'alinéa précédent, et sa révocation emporte la résiliation de la police.
1966-67, c. 73, a. 34; 1966-67, c. 74, a. 1.

Subrogation. **35.** La Régie qui paie un dépôt d'argent au lieu et place du dépositaire est subrogée de plein droit dans tous les droits du déposant contre le dépositaire jusqu'à concurrence de la somme ainsi payée.
1966-67, c. 73, a. 35.

- Dépôts d'argent. **36.** Les dépôts d'argent dus par une institution à la date de la délivrance d'un permis ou d'une police visée à l'article 34 sont réputés avoir été faits à une institution inscrite.
- Dépôts d'argent. Il en est de même des dépôts d'argent faits à une institution après la date de la délivrance d'un permis ou d'une police visée à l'article 34 mais avant le 1^{er} juillet 1970.
- 1966-67, c. 73, a. 36; 1968, c. 71, a. 5.
- Garantie continuée. **37.** Les dépôts d'argent dus par une institution à la date de la suspension, de la révocation ou de l'expiration de son permis ou de la suspension, de la résiliation ou de l'expiration d'une police délivrée conformément à l'article 34 continuent d'être garantis en vertu de la présente loi ou, le cas échéant, d'une telle police.
- Garantie continuée. Ces dépôts continuent d'être ainsi garantis pour une période de deux ans ou, dans le cas de dépôts à terme échéant à plus de deux ans, jusqu'à leur date d'échéance.
- Garantie continuée. Les institutions dans lesquelles ces dépôts continuent d'être ainsi garantis demeurent assujetties, relativement à ces dépôts et jusqu'à la date à laquelle ils continuent d'être ainsi garantis, aux dispositions applicables de la présente loi, des règlements ou, le cas échéant, de la police, sauf dans la mesure prévue par les règlements.
- 1968, c. 71, a. 6.
- Dépôt unique. **38.** Lorsqu'une personne fait plusieurs dépôts d'argent à une même institution ou une même banque, ces dépôts sont réputés, pour les fins de la présente loi, n'en former qu'un seul. Toutefois lorsqu'une personne agit, relativement à l'un ou plusieurs de ces dépôts, pour le compte d'autres personnes ou conjointement avec elles, ces dépôts peuvent être considérés comme distincts dans la mesure prévue par les règlements.
- 1966-67, c. 73, a. 37; 1968, c. 71, a. 7.
- Limite de garantie. **39.** Lorsque plusieurs dépôts sont réputés n'en former qu'un seul en vertu de l'article 38 et qu'ils sont garantis en partie par l'application de l'article 33 et en partie par une police visée à l'article 34, la garantie totale applicable à ces dépôts ne peut excéder la somme de \$20,000 en capital et intérêts.
- 1968, c. 71, a. 8.

SECTION VI

DES POUVOIRS SPÉCIAUX DE LA RÉGIE

- Activités permises. **40.** La Régie peut notamment, aux conditions qu'elle détermine:
- a) consentir des avances temporaires d'argent à une institution inscrite ou à une institution dont le permis vient d'être suspendu ou révoqué, ou garantir le paiement des dettes d'une telle institution, dans le but d'éviter ou réduire une perte;
 - b) acquérir l'actif d'une institution inscrite ou d'une institution dont le permis vient d'être suspendu ou révoqué, en vue d'éviter ou de réduire une perte;
 - c) agir comme liquidateur ou séquestre d'une institution inscrite ou d'une institution dont le permis vient d'être suspendu ou révoqué.
- 1966-67, c. 73, a. 38.

SECTION VII

DES RAPPORTS ET DE L'INSPECTION

- Rapport détaillé requis. **41.** Toute institution inscrite doit, aux époques fixées par les règlements, fournir à la Régie un rapport détaillé de ses opérations contenant les renseignements prescrits par les règlements; ce rapport doit être accompagné d'états financiers faits en la forme prescrite par règlement et revêtus du certificat du vérificateur de l'institution.
- 1966-67, c. 73, a. 39.

- Examen des affaires. **42.** La Régie doit, au moins une fois l'an, procéder ou faire procéder, aux conditions qu'elle détermine, à l'examen des affaires de toute institution inscrite.
- 1966-67, c. 73, a. 40.

SECTION VIII

DES RÈGLEMENTS

- Réglementation. **43.** En outre des pouvoirs de réglementation qui lui sont conférés par la présente loi, la Régie peut faire des règlements pour:
- a) déterminer les qualités requises de toute institution qui sollicite un permis ou une police d'assurance, les conditions qu'elle doit remplir et les renseignements qu'elle doit fournir;
 - b) déterminer les classes d'institutions auxquelles, outre les caisses d'épargne et de crédit et les compagnies de fiducie, un permis peut être délivré;

- c) déterminer des catégories de permis et des classes de détenteurs de permis de même que les conditions et restrictions afférentes à chaque catégorie et à chaque classe;
- d) déterminer la forme et la teneur des demandes de permis et d'assurance ainsi que des polices;
- e) déterminer la durée des polices, les conditions auxquelles il peut y être mis fin et les autres stipulations qu'elles doivent contenir;
- f) déterminer les taux de prime pour l'assurance visée à l'article 34 de même que les modalités de paiement;
- g) déterminer, pour chaque classe d'institutions inscrites, les livres et comptes qu'elles doivent tenir;
- h) déterminer, pour chaque classe d'institutions inscrites sauf les caisses d'épargne et de crédit, les règles et normes relatives à la composition et la liquidité de leur actif, y compris les catégories de placements permis et les normes quantitatives et qualitatives applicables à chaque catégorie;
- i) déterminer les seuls signes, marques, annonces ou autres moyens publicitaires qu'une institution inscrite peut employer afin de faire connaître que les dépôts d'argent qui y sont faits sont garantis ou assurés en vertu de la présente loi;
- j) définir, sous réserve des dispositions de la présente loi, l'expression «dépôt d'argent»;
- k) déterminer, pour chaque classe d'institutions inscrites, la forme des rapports qu'elles doivent fournir, les renseignements que doivent contenir ces rapports et l'époque à laquelle ils doivent être produits;
- l) prescrire, pour chaque classe d'institutions inscrites, l'étendue de la vérification que doivent faire leurs vérificateurs pour les fins des rapports qu'elles doivent fournir à la Régie, de même que la forme de leur certificat;
- m) déterminer la forme des rapports d'inspection faits pour la Régie et les renseignements qu'ils doivent contenir;
- n) déterminer la procédure qui doit être suivie et les avis qui doivent être donnés avant que la Régie ne suspende ou révoque le permis d'une institution inscrite;
- o) déterminer les dispositions de la présente loi, des règlements ou d'une police délivrée conformément à l'article 34 qui cessent de s'appliquer à une institution relativement aux dépôts qui continuent d'être garantis en vertu de l'article 37;
- p) prescrire les cas dans lesquels un dépôt fait par une personne dans une institution pour le compte d'autres personnes ou conjointement avec elles, peut être considéré comme distinct de tout autre dépôt fait par la même personne dans la même institution;
- q) statuer sur toute matière requise pour sa régie interne et prescrire toute autre mesure qu'elle juge appropriée pour la mise à exécution de la présente loi.

1966-67, c. 73, a. 41; 1968, c. 71, a. 9; 1974, c. 72, a. 3.

Règles et normes établies par règlement. **44.** La Régie peut aussi faire des règlements pour déterminer les règles et normes relatives à la composition et à la ventilation de l'actif et du passif des caisses d'épargne et de crédit, à la liquidité de leur actif, y compris les catégories de prêts, placements et endettements permis et les normes quantitatives et qualitatives applicables à chaque catégorie.

Distinction. Ces règles et normes peuvent être distinctes, selon qu'elles s'appliquent à toutes les caisses d'épargne et de crédit ou seulement à celles qui sont affiliées à une même fédération ou aux caisses non-affiliées.

Consultation. Avant d'adopter ces règlements, la Régie consulte la fédération à laquelle sont affiliées les caisses visées par les règlements.

Publication. Tout projet de règlement pouvant être adopté en vertu du présent article doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*, avec avis qu'à l'expiration des trente jours suivant la publication, il sera soumis pour adoption par la Régie.

1974, c. 72, a. 4.

Approbation et publication. **45.** Les règlements de la Régie sont soumis à l'approbation du gouvernement et entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est déterminée.

1966-67, c. 73, a. 42; 1968, c. 23, a. 8.

SECTION IX

DES INFRACTIONS ET DES PEINES

Infractions. **46.** Commet une infraction, toute personne qui:
a) fait une fausse déclaration dans une demande de permis ou d'assurance;

b) fournit à la Régie des renseignements inexacts;

c) donne faussement lieu de croire, de quelque façon que ce soit, que les dépôts d'argent reçus par elle sont garantis ou assurés en vertu de la présente loi;

d) entrave ou tente d'entraver, de quelque façon que ce soit, une personne qui fait un acte que la présente loi ou les règlements l'obligent ou l'autorisent à faire;

e) contrevient à la présente loi ou aux règlements.

Infraction. Commet aussi une infraction, toute institution qui souscrit ou délivre un document dont le texte indique ou donne lieu de croire que des fonds lui sont confiés en dépôts, sans qu'elle soit une institution inscrite.

1966-67, c. 73, a. 43.

Partie à l'infraction. **47.** Lorsqu'une corporation commet une infraction à la présente loi ou à un règlement, tout fonctionnaire, administrateur, employé ou agent de cette corporation qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti, acquiescé ou participé, est réputé être partie à l'infraction et est passible de la même peine que celle qui est prévue pour la corporation, que celle-ci ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

1966-67, c. 73, a. 44.

Peines. **48.** Toute institution ou toute personne visée à l'article 47 trouvée coupable d'une infraction à la présente loi ou aux règlements est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au moins \$1,000 et d'au plus \$25,000 pour chaque infraction et d'une amende d'au moins \$5,000 et d'au plus \$50,000 pour chaque récidive dans les deux ans; toute autre personne trouvée coupable d'une infraction à la présente loi ou aux règlements est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de \$200 à \$2,000 pour chaque infraction et de \$500 à \$10,000 pour chaque récidive dans les deux ans.

1966-67, c. 73, a. 45.

Poursuites. **49.** Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées par le procureur-général.

1966-67, c. 73, a. 46.

Procédure. **50.** Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées suivant la Loi sur les poursuites sommaires (chapitre P-15) et la partie II de cette loi s'y applique.

1966-67, c. 73, a. 47.

Copies ou photographies. **51.** Tout livre, registre ou autre document qui a fait l'objet d'un examen ou dont a pris possession un vérificateur ou qui a été produit à la Régie, peut être copié ou photographié, et toute copie ou photographie de ce livre, registre ou document certifié par le directeur-général de la Régie ou par une personne spécialement autorisée par lui à le faire, comme étant une copie ou une photographie de l'original, est admissible en preuve et a la même force probante que l'original.

1966-67, c. 73, a. 48.

SECTION X

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Sommes requises. **52.** Le ministre des finances verse à la Régie, avec l'autorisation du gouvernement et aux conditions que celui-ci détermine, les sommes nécessaires à la constitution de réserves adéquates pour couvrir les risques assumés par la Régie.

1966-67, c. 73, a. 49.

Avances. **53.** Lorsque les ressources de la Régie sont insuffisantes pour le paiement de ses obligations ou l'exercice de pouvoirs qui lui sont attribués par l'article 40, le ministre des finances peut, avec l'autorisation du gouvernement et aux conditions qu'il détermine, faire à la Régie, à même le fonds consolidé du revenu, les avances nécessaires à cette fin.

1966-67, c. 73, a. 50.

Garantie. **54.** Le ministre des finances peut, avec l'autorisation du gouvernement et aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement de tout engagement de la Régie; les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de cette garantie sont prises sur le fonds consolidé du revenu.

1966-67, c. 73, a. 51.

Garantie. **55.** La somme du solde impayé des avances faites en vertu de l'article 53 et des engagements garantis en vertu de l'article 54 ne doit pas excéder \$250 millions.

1966-67, c. 73, a. 52.

Dépôts. **56.** Les fonds en la possession de la Régie sont déposés au fur et à mesure de leur réception dans une banque ou une caisse d'épargne et de crédit régie par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit.

Dépôts. Les sommes dont la Régie prévoit ne pas avoir un besoin immédiat sont déposées sans délai dans la Caisse de dépôt et de placement du Québec.

1966-67, c. 73, a. 53.

SECTION XI
DISPOSITIONS FINALES

Accords autorisés. **57.** La Régie peut, avec l'approbation du gouvernement, conclure des accords avec tout autre gouvernement au Canada qui, à son avis, administre un régime équivalent, aux fins de faciliter l'application de la présente loi ou d'une loi similaire administrée par cet autre gouvernement. Un tel accord peut notamment:

a) déterminer les cas dans lesquels doit être limitée à la somme de \$20,000, en capital et intérêts la garantie totale qui peut être accordée à une personne qui a fait plusieurs dépôts d'argent dans une même institution ou une même banque lorsque ces dépôts sont garantis en partie par l'application des dispositions de la présente loi et en partie par l'application des dispositions d'un régime équivalent;

b) établir, dans les cas visés au paragraphe a, des normes relatives à la répartition, entre la Régie et tout autre organisme chargé de garantir des dépôts d'argent en vertu d'un régime équivalent, des obligations qui découlent des garanties accordées par ces organismes;

c) prescrire les critères selon lesquels est déterminé, pour les fins de la présente loi et de tout régime équivalent, le lieu où un dépôt d'argent est fait ou celui où il est payable;

d) établir des mécanismes pour assurer la collaboration entre la Régie et tout autre organisme chargé de garantir des dépôts d'argent en vertu d'un régime équivalent, dans la surveillance et l'inspection des institutions.

Mode d'application. Pour donner effet à un tel accord, la Régie peut par règlement déterminer la manière selon laquelle la présente loi doit s'appliquer à tout cas visé par l'accord.

1966-67, c. 73, a. 55; 1968, c. 71, a. 10.

Exécution de la loi. **58.** Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières est chargé de la mise à exécution de la présente loi.

1966-67, c. 73, a. 56; 1966-67, c. 72, a. 23; 1975, c. 76, a. 11.

Les articles 25 et 33 de la présente loi seront modifiés lors de l'entrée en vigueur des articles 1 et 2 du chapitre 72 des lois de 1974, à la date ou aux dates fixées par proclamation du gouvernement.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 73 des lois annuelles de 1966/1967, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 54 et 57, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre A-26 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1966/1967 LOIS REFONDUES, 1977

Chapitre 73

Chapitre A-26

**LOI DE L'ASSURANCE-
DÉPÔTS DU QUÉBEC**

**LOI SUR L'ASSURAN-
CE-DÉPÔTS**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 36	1 - 36	
36a	37	
37	38	
37a	39	
38	40	
39	41	
40	42	
41	43	
41a	44	
42	45	
43	46	
44	47	
45	48	
46	49	
47	50	
48	51	
49	52	
50	53	

L.Q. 1966/67, c. 73 L.R. 1977, c. A-26

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
51	54	
52	55	
53	56	
54		Omis
55	57	
56	58	
57		Omis

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

